

81.558

**Postulat Hari**  
**Milchkontingentierung – Contingement du lait**

*Wortlaut des Postulates vom 2. Dezember 1981*

Der Bundesrat wird ersucht, die Vorschriften betreffend Milchkontingentierung neu zu überprüfen und die nötigen Änderungen zur Milderung der Härtefälle in Aussicht zu nehmen.

*Texte du postulat du 2 décembre 1981*

Le Conseil fédéral est prié de réexaminer les dispositions concernant le contingentement du lait et de prévoir les modifications nécessaires pour en atténuer les rigueurs.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Augsburg, Biderbost, Bühler-Tschappina, Dürr, Geissbühler, Hösli, Jost, Jung, Müller-Scharnachtal, Ogi, Rubi, Schnyder-Bern (12)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Die Milchkontingentierung in der heute gültigen Form bringt vielen Betrieben unüberwindbare wirtschaftliche Schwierigkeiten und finanzielle Einbussen.

Besonders hart betroffen werden Betriebe im Berg- und Hügelland, wo Ausweichmöglichkeiten auf andere Betriebszweige meistens fehlen oder wo in den letzten Jahren durch Wechsel in der Betriebsleitung die Produktion gesteigert werden konnte.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates*

*Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

*Überwiesen – Transmis*

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Nach Auffassung des Aktionskomitees Tierschutzgesetz, dem zahlreiche Organisationen und über 40 eidgenössische Parlamentarier angehören, sind verschiedene Punkte der neuen Tierschutzverordnung in tierschützerischer Hinsicht ungenügend. Das Aktionskomitee hat daher Arbeitsgruppen unter der Leitung der Professoren Nabholz und Rudolf Schenkel beauftragt, sowohl bei der Nutztierhaltung als auch bei den Tierversuchen Verbesserungsvorschläge auszuarbeiten. Diese Verbesserungsvorschläge sind dem Bundesrat in Form eines 16-Punkte-Programms eingereicht worden. Mit dem Postulat wird der Bundesrat eingeladen, zu prüfen, auf welche Weise die wissenschaftlich abgestützten 16 Punkte rasch verwirklicht werden können. Insofern durch solche Massnahmen ausländische tierische Erzeugnisse gegenüber einheimischen Produkten bevorzugt werden sollten, wäre der Schutz der eigenen Erzeugnisse vor tierquälerisch entstandenen ausländischen Produkten ebenfalls zu prüfen.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates*

*Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

*Überwiesen – Transmis*

81.576

**Postulat Deneys**  
**Berufsbildung.**  
**Chancengleichheit für Mädchen und Knaben**  
**Formation professionnelle.**  
**Egalité des chances entre filles et garçons**

81.575

**Postulat Kunz**  
**Tierschutz. Verbesserung der Verordnung**  
**Protection des animaux.**  
**Amélioration de l'ordonnance**

*Wortlaut des Postulates vom 10. Dezember 1981*

Der Bundesrat wird eingeladen zu prüfen, auf welche Weise die vom Aktionskomitee Tierschutz im Dezember 1981 dem Bundesrat eingereichten 16 Punkte zur Verbesserung der Verordnung zum Tierschutzgesetz rasch verwirklicht werden können.

*Texte du postulat du 10 décembre 1981.*

Le Conseil fédéral est invité à étudier comment il faut s'y prendre pour aboutir à la réalisation rapide des 16 points que le Comité d'action pour la protection des animaux a soumis aux autorités en décembre 1981, dans le dessein d'améliorer l'ordonnance sur la protection des animaux.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Akeret, Bäumlín, Brélaz, Bundi, Carobbio, Cavadini, Eggenberg-Thun, Eppenberger-Nesslau, Ganz, Girard, Günter, Keller, Kohler Raoul, Kopp, Lüchinger, Meier Werner, Müller-Aargau, Oester, Ott, Reimann, Rubi, Schalcher, Schär, Wyss, Ziegler-Solothurn, Zwygart (26)

*Wortlaut des Postulates vom 10. Dezember 1981*

Der Bundesrat wird eingeladen, mit allen geeigneten Massnahmen möglichst rasch die Chancengleichheit für Mädchen und Knaben in der Berufsbildung herbeizuführen. Er soll insbesondere:

- bei den Arbeitgebern durchsetzen, dass sie bei der Besetzung von Lehrstellen niemanden benachteiligen;
- für die Mädchen, die wegen einer solchen Benachteiligung auf eine Lehrstelle verzichten mussten, eine Stelle schaffen, die ihnen weiterhilft;
- die Information der künftigen Lehrtöchter über die handwerklichen und technischen Berufszweige verbessern;
- ihre berufliche Eingliederung in diese Erwerbszweige fördern.

*Texte du postulat du 10 décembre 1981*

Le Conseil fédéral est invité à prendre toutes les mesures utiles en vue de réaliser, le plus rapidement possible, l'égalité des chances entre filles et garçons dans le domaine de la formation professionnelle.

Il doit notamment s'engager à:

- obtenir des employeurs qu'ils abandonnent toute pratique discriminatoire lorsqu'ils disposent de places d'apprentissage;
- mettre à la disposition des jeunes filles, qui auraient dû renoncer à une place d'apprentissage en raison d'une telle discrimination, un service d'aide;
- améliorer l'information des futures apprenties sur les professions des secteurs artisanal et technique;
- favoriser leur insertion professionnelle dans ces secteurs.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Affolter, Ammann-Saint-Gall, Bäumlín, Blunschy, Borel, Braunschweig, Bundi, Christinat, Duvoisin, Eggenberg-Thoune, Euler, Ganz, Gerwig, Girard, Grobet, Jaggi, Leuenberger, Loetscher, Mauch, Meier Josi, Meizoz, Merz, Morel, Morf, Müller-Berne, Nauer, Neukomm, Petitpierre, Reimann, Robbiani, Rothen, Schmid, Uchtenhagen, Vannay, Wagner, Weber-Arbon, Zehnder, Ziegler-Genève (38)

#### *Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

L'égalité des salaires pour un travail de valeur égale est un principe désormais reconnu par la Constitution fédérale.

On sait toutefois qu'un des handicaps les plus importants sur la voie de cette égalité de traitement réside dans l'insuffisance de la formation professionnelle de nombreuses femmes.

Aujourd'hui encore, le taux de scolarisation des jeunes filles de 15 à 18 ans est nettement inférieur à celui des jeunes garçons:

Age	Filles	Garçons
16 ans	74,8%	89,2%
17 ans	67,5%	86,4%
18 ans	56,8%	79,1%

(Statistique des écoles, année scolaire 1979/1980)

Ce qui est plus grave, c'est la répartition des apprenties dans les différentes professions.

Le 83 pourcent des apprenties se trouve occupé dans les 5 groupes de professions: bureau, vente, soins médicaux, soins corporels, hôtellerie, restauration et économie familiale.

Les trois premiers groupes: employées de bureau, vendeuses et coiffeuses, dans la pratique, rassemblent à eux seuls le 62 pourcent des apprenties. On voit que l'offre d'apprentissages réservée aux filles reste concentrée sur des métiers dits «féminins», caractérisés par de bas salaires, peu de chances de promotion professionnelle, peu de satisfaction personnelle. La durée de formation, dans ces professions, est en moyenne très courte, de sorte que les femmes qui les abandonnent par la suite sont considérées comme non qualifiées. Cette formation professionnelle sommaire est d'autant moins acceptable que les performances scolaires des jeunes filles étaient jusque là aussi élevées que celles des garçons. En effet, les aptitudes des filles sont, en moyenne, tout à fait comparables à celles des garçons, y compris dans les domaines qui requièrent des connaissances techniques et scientifiques et une bonne maîtrise manuelle. Or, plus de la moitié des places d'apprentissage sont offertes dans le secteur artisanal et technique, où, par ailleurs, de nombreuses femmes travaillent comme main-d'œuvre non qualifiée.

Il n'y a pas de raison objective de refuser aux jeunes filles la possibilité de faire un apprentissage dans la plupart des professions de ce secteur, en particulier dans les professions qui ouvrent des perspectives d'avenir intéressantes (micromécanique, électronique, par exemple). Le risque que courent les entreprises artisanales et industrielles suisses de manquer de main-d'œuvre qualifiée est un facteur à prendre également en considération.

C'est pourquoi, bien que l'application de la loi sur la formation professionnelle relève dans une certaine mesure des cantons, l'OFIAMT doit donner une impulsion nouvelle en vue de modifier un état d'esprit qui ne se justifie pas. Il lui appartient tout particulièrement de faire en sorte que l'information professionnelle donnée aux jeunes filles, par les offices d'orientation, l'école, les médias en général soit complète et sérieuse, dénuée d'a priori sexistes.

D'autre part, les employeurs doivent être encouragés à engager des apprenties dans toutes les professions. Le «Bundesinstitut für Berufsbildung» (Berlin) a réalisé, dans ce sens, une expérience remarquable (Modellversuche zur beruflichen Bildung; Heft 6; Erschliessung gewerblich-technischer Ausbildung für Mädchen; Bericht über Zielsetzung und Stand der Modellversuche) dont on pourrait s'inspirer.

Lorsque des jeunes filles n'obtiennent pas de place d'apprentissage, parce que certains employeurs jugent toujours que l'investissement dans la formation professionnelle d'une jeune fille n'est pas «rentable», les offices d'orientation professionnelle et d'apprentissage devraient leur venir en aide, en cherchant avec elles, les écoles techniques et professionnelles à plein temps, les organisations patronales et les employeurs acquis à l'égalité des chances en matière de formation, des solutions conformes à ce principe.

En résumé, nous attendons de l'OFIAMT qu'il mène à l'avenir une action décisive, par tous les moyens dont il dispose, afin de diversifier et d'améliorer la formation professionnelle des jeunes filles.

#### *Schriftliche Erklärung des Bundesrates*

##### *Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

#### *Überwiesen – Transmis*

81.905

### **Postulat Müller-Scharnachtal**

#### **Fischgesundheitsdienst**

#### **Maladies des poissons. Service sanitaire**

#### *Wortlaut des Postulates vom 17. Dezember 1981*

Der Bundesrat wird eingeladen zu prüfen,

1. ob anstelle der staatlichen Bekämpfung von Fischseuchen nicht besser ein Fischgesundheitsdienst treten sollte;
2. welche Aufgaben die bestehende Untersuchungsstelle für Fischkrankheiten im Rahmen eines Fischgesundheitsdienstes übernehmen könnte;
3. ob die Kantone ermächtigt werden können, Gewässer zu bezeichnen, denen nur vom Gesundheitsdienst kontrollierte Fischzuchten angeschlossen werden dürfen.

#### *Texte du postulat du 17 décembre 1981*

Le Conseil fédéral est prié de déterminer

1. S'il ne serait pas judicieux de substituer aux diverses mesures prises par les pouvoirs publics aux fins de lutter contre les maladies des poissons la création d'un service sanitaire chargé de la protection des poissons;
2. Les tâches que pourrait assumer, au sein de cet office, l'actuel service de diagnostic des maladies des poissons;
3. Si les cantons ne pourraient pas être habilités à désigner les cours d'eau auxquels seules les piscicultures contrôlées par le service sanitaire susmentionné auraient le droit d'être reliées.

*Mitunterzeichner – Consignataires:* Akeret, Augsburg, Bürer-Walenstadt, Dürr, Geissbühler, Hari, Houmard, Landolt, Ogi, Rätz, Risi-Schwyz, Röthlin, Schär, Schnider-Luzern, Schnyder-Bern (15)

#### *Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Der Vollzug der Vorschriften über die Bekämpfung von Fischseuchen darf insofern als effizient bezeichnet werden, als durch strenge Grenzkontrollen und die Arbeit der Untersuchungsstelle für Fischkrankheiten in Bern die Gefahr der Einschleppung von Fischkrankheiten eingedämmt werden konnte.

Weniger befriedigend gestaltet sich hingegen die Fischseuchenbekämpfung im Inland. Fischzüchter unterlassen die Meldung über Krankheitsfälle, weil die Tierseuchenverordnung die Verkaufssperre bei der Feststellung von Fischseuchen, hingegen keine Entschädigung für die Ausmerzung

## **Postulat Deneys Berufsbildung. Chancengleichheit für Mädchen und Knaben**

## **Postulat Deneys Formation professionnelle. Egalité des chances entre filles et garçons**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1982
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	81.576
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.03.1982 - 08:00
Date	
Data	
Seite	538-539
Page	
Pagina	
Ref. No	20 010 359

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.